

S N C F

Service du Contentieux.

375 LM 10/14

<1944-1945>

Eléments de Rémunération des FFi, des agents

engagés dans la résistance ou faisant partie des

militias patriotiques, comité départemental de libération.

Engagements dans
l'Armée Française
depuis la libération

F.F.I. - Boîtes patriotiques
Comité de Libération

Circulaires portant sur

le Statut des

F.F.i et des milices

patriotiques

Circulaires portant

sur le Statut

des comités départementaux

de libération.

COMMISSION
INTERALLIÉE
des
CHEMINS de FER

P. 1315 du 5/12/44
P. 1439
28-1/45
voir lettre du

PARIS, le 4 octobre 1944.

D. 460/30

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

P. 1176

Je vous transmets ci-joint copie de la Note 14/CAB du 28 Août du Commissariat à la Guerre qui précise les règles d'intégration des F.F.I. dans l'ensemble des forces armées.

Je vous indique ci-après les conditions dans lesquelles les agents ou auxiliaires de la S.N.C.F. ayant appartenu aux F.F.I. pourront être autorisés à s'engager dans les forces armées désignées par cette Note.

En raison de l'importance et de l'urgence des tâches qui lui incombent, la S.N.C.F. ne pourra se dessaisir de ses agents qu'au bénéfice d'unités combattantes. Vous n'autoriserez donc aucun agent à s'engager dans les conditions prévues aux §§ 3° 4° 5° de la même Note, c'est-à-dire pour le remplacement des forces de Gendarmerie, de la Garde ou de Police, ni pour la mise sur pied d'unités de sécurité des arrières.

Ceux qui contracteront de tels engagements malgré le refus qui leur sera opposé par leurs Chefs seront considérés comme démissionnaires.

En revanche les dispositions fixées par la lettre P.1122 du 5 Septembre 1944 du Service Central du Personnel sont applicables aux F.F.I. qui s'engageront dans l'armée de terre, dans la marine ou dans l'armée de l'air dans les conditions fixées aux §§ 1° et 2° de la Note du Commissariat à la Guerre.

Enfin, à ceux des F.F.I. qui ne s'engageront pas, il sera fait application des mesures suivantes :

Pendant la durée de leur incorporation dans les unités F.F.I., ces agents seront considérés comme mobilisés, sur la présentation du certificat du commandant de leur unité attestant la date de leur incorporation et celle de leur libération (§ 3° de la Note susvisée). On leur fera application des dispositions prévues par la lettre P.1122 du Service Central P.

Toutefois, le bénéfice de ces dispositions ne pourra être étendu au-delà d'un mois (1) après la libération des localités occupées par les unités F.F.I. et les agents qui ne reprendraient pas leur service seront considérés comme absents sans solde.

Le Commissaire Militaire
Français de la Commission
Interalliée des Chemins de Fer,

Le Commissaire Technique
Français de la Commission
Interalliée des Chemins de Fer,

(1) - A Paris, la date limite est le 30 Septembre.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE

PARIS, 10 20 AOUT 1944.

COMMISSARIAT A LA GUERRE

CABINET

N° 14 / CAD.

COPIE

NOTE POUR LE GENERAL CHEF D'ETAT-MAJOR DE LA GUERRE
ET LES GENERAUX COMMANDANT DES REGIONS MILITAIRES

J'ai l'honneur de vous faire connaître les règles qui devront être appliquées en ce qui concerne l'intégration des F.F.I. dans l'ensemble des forces armées. Ces règles demeureront valables jusqu'à la prise de décision concernant la formation de grandes unités ou l'appel éventuel de certaines classes.

1° - Les Commandants d'unités existantes, au fur et à mesure de leur avance, sont autorisés à incorporer tout volontaire venant des F.F.I. dans le but, soit de compléter leurs effectifs, soit de créer, dans le cadre des instructions du commandement, des unités supplémentaires (en particulier groupes de choc, unités de reconnaissance,). Ces incorporations seront effectuées directement par les unités intéressées. Elles comporteront un engagement pour la durée de la guerre, plus, au gré des Commandants d'unités, une période ne pouvant excéder trois mois.

2° - En vue de permettre aux Départements de la Marine et de l'Air de recruter les effectifs dont ils ont besoin, les volontaires venant des F.F.I. et présentant la qualité, soit d'inscrit maritime, soit d'ancien membre de l'Armée de l'Air, seront affectés à la Marine ou à l'Air dans la mesure des demandes formulées par ces Départements. Leur incorporation comportera un engagement identique à celui de l'alinéa 1.

3° - Messieurs les Généraux Commandants les Régions sont autorisés à accepter l'engagement des volontaires venant des F.F.I. pour le récomplètement de la gendarmerie et de la garde et pour la remise en marche des services du Territoire; ces engagements s'effectueront dans les formes habituelles à ces formations.

4° - L'engagement des volontaires venant des F.F.I. et leur mise immédiate à la disposition de l'autorité préfectorale devront de même être acceptés pour la constitution ou le récomplètement des forces de police de toute nature. Ces engagements s'effectueront dans les formes habituelles à ces formations.

5° - Il sera enfin mis sur pied des unités de sécurité des arrières, susceptibles d'être transformées en unités combattantes à la diligence des Commandants de Régions. Ces unités seront constituées par subdivision, dans le cadre des directives de l'Etat-Major Général fixant le nombre et constitution de ces unités par Région.

Ces unités seront constituées en faisant appel par priorité aux volontaires des Forces Françaises de l'Intérieur qui contracteront à cet effet un engagement soit pour la durée de la guerre, soit à long terme. Ces unités seront considérées comme les unités de tradition des Corps de troupe ayant la plus grande réputation régionale et auxquels la population demeure le plus attachée. Elles porteront le plus tôt possible les écussons, fourragères et signes distinctifs de ces Corps. De même, pour marquer leur provenance et conserver intact le souvenir des efforts héroïques et des exploits accomplis par les F.F.I. la mention " F.F.I. 1944 " sera introduite dans le motif de l'insigne traditionnel de l'unité.

6° - Les Forces Françaises de l'Intérieur constituant par définition des forces organisées en territoire occupé par l'ennemi, le recrutement cesse à la libération.

De la même manière, le recrutement des milices patriotiques doit être arrêté au fur et à mesure de la libération. Les milices existantes devront être incorporées aux F.F.I.

Les Bureaux de recrutement de l'Armée ont seuls qualité pour fonctionner dans les territoires libérés, en vue de procéder aux engagements prévus aux alinéas précédents.

7° - La détermination de la qualité de membre F.F.I. importe aussi bien aux volontaires souscrivant ces engagements qu'aux combattants choisissant de rentrer dans leurs foyers avec la satisfaction du devoir accompli.

Elle sera effectuée à l'aide des états nominatifs des forces existant au jour de la libération, que les Chefs F.F.I. départementaux auront à fournir dans les plus brefs délais aux Commandants de subdivision. Ces états mentionneront les services effectifs de chacun des membres des F.F.I. en particulier la date d'incorporation, la fonction, les actes accomplis, les blessures, etc ...

Les énonciations de ces états seront sanctionnées par des Commissions Départementales constituées sans délai à la diligence des chefs de Subdivision et comprenant :

- a) Le Chef Départemental F.F.I. ou son représentant
- b) Un représentant du Comité de Libération
- c) Un représentant du Préfet
- d) Le Délégué Militaire régional ou son représentant

Chacune de ces Commissions sera présidée par le Chef d'Etat-Major du Commandant de Subdivision ou son représentant, qui devra obligatoirement être un officier supérieur.

8° - Au fur et à mesure de la réalisation du recensement des membres F.F.I. tous les intéressés recevront un certificat provisoire constatant que Monsieur a servi volontairement du au et avec honneur dans les F.F.I.

9° - Les membres des F.F.I. ainsi déterminés et volontaires pour souscrire un des engagements prévus aux alinéas 2 à 6 contracteront leur engagement devant des Commissions locales constituées à la diligence des Commandants de Subdivision et comprenant :

- a) Un chef F.F.I.
- b) L'Officier de Gendarmerie
- c) L'Officier du Service de recrutement
- d) Un médecin (à titre consultatif)

Ces commissions seront constituées par le Chef d'Etat-Major du Commandant de la Subdivision intéressée ou par son représentant qui sera obligatoirement un Officier supérieur.

Les engagés recevront une carte d'identité militaire et jusqu'à leur habillement, un brassard d'un modèle spécial.

Ils seront regroupés dans des camps d'instruction au fur et à mesure de leur incorporation. Ce regroupement s'effectuera en conservant, dans toute la mesure du possible, l'homogénéité des unités F.F.I. dont les membres viendraient s'engager collectivement.

10° - Sauf pour les éléments engagés dans la 2ème D.B. ou dans les grandes unités de l'Armée "B" le matériel, l'armement et les munitions seront reversés sans délai par les unités F.F.I. en vue de leur redistribution aux unités organiques nouvelles selon un pourcentage égal entre toutes les unités du même pied.

A cet effet, les chefs F.F.I. départementaux fourniront aux Commandants de Subdivision un état du matériel, de l'armement et des munitions, joint à l'état nominatif prévu à l'alinéa 7.

Ils fourniront également un état donnant les points de stationnement de toutes les unités et leur encerclement.

11° - En ce qui concerne les grades dévolus à titre fictif dans les F.F.I. il est rappelé qu'ils sont en fonction du commandement exercé et qu'ils comportent la hiérarchie suivante : Sergent - Adjudant - Aspirant - et tous les grades d'Officiers jusqu'à Colonel inclus.

La Régularisation des grades doit se faire en deux temps :

- a) Contrôle des grades à titre fictif.

Les Commissions départementales prévues à l'alinéa 7 seront chargées de contrôler la régularité des grades attribués à titre fictif. Une fois reconnu par la Commission, ce grade sera indiqué sur le certificat de bons services délivré dans les formes prévues à l'alinéa.

- b) Transformation des grades à titre fictif en grades à titre temporaire.

En ce qui concerne les officiers et gradés F.F.I. (à titre fictif) s'engageant dans les forces armées, l'attribution d'un grade à titre temporaire sera décidée par le Ministre après passage dans les écoles de formation ou des stages de perfectionnement de manière à tenir compte à la fois des services rendus dans la Résistance, de la valeur professionnelle de chacun et des conditions générales d'encadrement de l'armée.

En ce qui concerne les officiers et gradés F.F.I. (à titre fictif) rentrant dans leurs foyers, les modalités de l'attribution d'un grade dans la réserve seront fixées ultérieurement.

12° - Pour ce qui concerne les récompenses, les chefs F.F.I. devront, de toute urgence, transmettre au Général Commandant en Chef des F.F.I. les propositions de récompense (Légion d'Honneur, Croix de la Libération, Médaille Militaire, Croix de Guerre aux divers échelons de la citation, et Médaille de la Résistance).

:

:

:

:

Je vous prie d'insister auprès de toutes les autorités intéressées sur l'urgence des mesures à prendre et sur l'esprit de très large compréhension et d'étroite fraternité d'armes qui doit présider à l'accomplissement de toutes ces opérations.

Le Commissaire à la Guerre,

signé : A. DIETHELM.

P.A. le Colonel P. MASSON.
Chef du Cabinet Militaire.

qu'en 21 octobre 1944, tant à Paris qu'en province, les agents qui pourroient faire la preuve qu'ils ont été retenus par leur unité F.F.I. au delà du délai fixé par la lettre F. 4176.

Le Directeur,



Mr. J.B.

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

P. 1315

Paris, le 5 Décembre 1944

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Objet : Rémunération des agents R.F.I.

Par lettre F. 1176 du 4 octobre 1944, il vous a été prescrit d'envoyer, aux agents incorporés dans les R.F.I., une allocation différentielle que jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la libération des localités occupées par leur unité. A Paris, la date limite de paiement de l'allocation différentielle était fixée au 30 septembre.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par assimilation à ce qui a été prévu pour les agents faisant partie des Milices Patriotiques (ma lettre F. 1200 du 13 octobre 1944), l'allocation pourra être payée jus-

.....

Ex
Hs-GB L. L. L. 44

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

N° P. 1330


Paris, le 14 décembre 1944.

Messieurs les Directeurs des Régions,

Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par assimilation à ce qui a été prévu pour les agents faisant partie des Milices Patriotiques et les agents F.F.I., il a été décidé de maintenir leur solde jusqu'au 31 Octobre au plus tard, aux agents qui appor-
teront une preuve officielle établissant qu'ils ont rempli, jusqu'à cette date, dans un Comité local de Libération, des fonctions les empêchant d'assurer leur service à la S.N.C.F.

F. Le Directeur,
Le Chef adjoint du Service,



1
X
Lt.CV.

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

1ère Division

PARIS, le 26 janvier 1945

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

P.1419

OBJET - Rémunération des agents F.F.I.

Par lettre P.1176 du 4 octobre 1944 de la Commission Interalliée des Chemins de Fer, il vous a été prescrit d'accorder aux agents incorporés dans des unités F.F.I. une allocation différentielle pour une période qui, commencée du jour de leur engagement, expirait un mois après la libération de leur localité d'emploi.

La lettre P.1315 du 5 décembre 1944 vous a ensuite prescrit de payer cette allocation différentielle jusqu'au 31 octobre 1944 aux F.F.I. qui n'ont pas repris leur service dans le délai d'un mois ayant suivi la libération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement vient de prendre, en faveur de ses fonctionnaires incorporés dans des unités F.F.I. des mesures différentes de celles que nous avions arrêtées.

Compte tenu du fait que "de nombreux jeunes gens ayant rallié les F.F.I. n'auraient pu bénéficier de l'indemnité différentielle, faute d'avoir accompli antérieurement leur service militaire légal", et du fait

....

que "Le calcul des indemnités différentielles paraissait extrêmement difficile pour les Administrations, en raison de la diversité des régimes de solde appliqués selon les Régions dans les unités F.F.I. et de l'absence de pièces régulières délivrées aux membres de ces formations et susceptibles de justifier du paiement de la solde", le Gouvernement a décidé de considérer les F.F.I. comme ayant été à partir du 6 juin 1944, point de départ des opérations militaires dans la métropole et pendant la durée de leur absence, en situation d'activité.

En outre, il a décidé de rémunérer les F.F.I. jusqu'au 1er décembre 1944.

Il y a lieu d'appliquer aux agents et auxiliaires de la S.N.C.F. incorporés dans des unités F.F.I. les mesures prises par le Gouvernement.

Vous aurez à revoir, en conséquence, la situation qui a été faite aux intéressés.

Le Directeur,

(Signature)

Paris, le 26 septembre 1945

Messieurs les Directeurs des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

Il vient d'être décidé, par assimilation à ce qui est fait pour les fonctionnaires de l'Etat, de considérer les agents membres d'un comité départemental de libération qui, jusqu'alors, étaient mis en disponibilité avec faculté de versements, comme des agents détachés par la SNCF.

Ainsi que le prévoit la circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 26 octobre 1944, vous voudrez bien vous rapprocher de M. les Préfets en vue d'obtenir que nos agents membres des Comités départementaux de libération soient mis en mesure d'assurer au moins partiellement leur service à la S.N.C.F.

~~Le~~ Directeur Général,
Le Directeur

Carbon

LR/OB

LE DIRECTEUR GENERAL

Paris, le 19 Décembre 1945

Pc n° 1425

Objet : Situation des agents
membres des comités départe-
mentaux de libération

Messieurs Les Directeurs des Services Centraux
Messieurs Les Directeurs des Régions

Par lettre Pc 934 du 6 septembre dernier, je vous ai fait
connaître que les agents membres d'un comité départemental de libé-
ration devraient être considérés comme des agents détachés par la
S.N.C.F. et recevoir la même rémunération que s'ils étaient restés
en service.

L'ordonnance 45-2252 du 5 octobre 1945 ayant fixé au 29 octo-
bre dernier la date d'ouverture de la session des Conseils généraux
j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il convient d'inviter les
agents membres d'un comité départemental de libération à reprendre
leur service.

S'ils ne désirent pas reprendre leur service, ils seront pla-
cés, à compter du 1er novembre, en position de disponibilité sans
faculté de versements.

/ Le Directeur Général,

Le Directeur du Service Central P.

Am. B. 1425